

Paris, le 28 avril 2019

A l'attention de la Commission de Régulation de l'Energie

Consultation Publique N° 2019-006 du 27 mars relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Terega

Préambule

L'industrie papetière française est fortement dépendante du gaz naturel, comme en atteste la consommation annuelle, qui est de l'ordre de 10 TWh. Par ailleurs, pour de nombreux sites, le coût du gaz naturel a un poids important dans le coût de revient des papiers et cartons. Toute évolution réglementaire ayant un impact sur le coût du gaz naturel a donc des impacts sur la compétitivité des usines du secteur papetier. Ces impacts réglementaires sont d'autant plus importants que ce secteur est soumis à la concurrence internationale (près de 60 % de la consommation de papiers et cartons est importée).

La CRE a ouvert une consultation relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport gaz. Cette consultation porte sur de nombreux aspects de la tarification du transport de gaz.

Question 1 : Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement ?

COPACEL partage le bilan de la CRE et considère que de nouveaux projets d'investissement doivent démontrer un intérêt économique pour les consommateurs de gaz en France.

Question 3 : Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

COPACEL est favorable au maintien de la classification des réseaux car elle est représentative du fonctionnement du réseau de gaz.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

COPACEL considère que le terme tarifaire de stockage ne correspond pas à un service annexe stricto sensu tel que défini dans le code de réseau.

Le principe de la compensation stockage a été introduit pour résoudre une problématique de tarification des capacités de stockage qui ne reflète pas les coûts réels de fonctionnement des stockages (seuls 25% des coûts sont couverts par ces tarifs).

Elargir ce principe de compensation stockage aux consommateurs raccordés sur le réseau de transport (ces consommateurs étant par définition non protégés et a priori non thermosensibles) va faire porter

à ces consommateurs le coût d'un service qu'ils n'utilisent pas, subventionnant ainsi les bénéficiaires du stockage.

C'est pourquoi COPACEL n'est pas favorable au maintien de la classification de la compensation stockage en services annexes au transport.

Question 5 : Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

COPACEL est favorable au maintien des principes de tarification en vigueur.

Question 6 : Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

COPACEL est favorable à la répartition entrée / sortie actuelle. Toutefois, COPACEL considère que la baisse progressive des souscriptions sur les points d'entrée devra s'accompagner d'un ajustement à la hausse de la répartition entrée / sortie. Sans cet ajustement, les coûts de fonctionnement du réseau seront progressivement répercutés à la hausse sur les points de sortie, de sorte que les consommateurs de gaz en France seront défavorisés par rapport aux expéditeurs de gaz utilisant le réseau à des fins de transit vers d'autres pays.

Question 7 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

COPACEL souhaite que les rabais sur les termes tarifaires aux Points Interface Transport Stockage (PITS) soient supprimés afin que ces tarifs reflètent les coûts de fonctionnement des stockages et respectent les principes du code de réseau Tarif.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

COPACEL est favorable au rabais de 50% pour les capacités interruptibles en entrée et de 15% pour les points de sortie. Ces taux sont représentatifs de la réalité du taux d'interruptibilité observée respectivement pour les capacités des points d'entrée et de sortie.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

COPACEL est favorable à un mécanisme d'apurement sur l'ensemble des termes tarifaires.

Question 11 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

Comme indiqué dans notre réponse à la question 6, COPACEL souhaite que les consommateurs de gaz en France soient traités équitablement par rapport aux expéditeurs de gaz utilisant le réseau à des fins de transit vers d'autres pays.

A ce titre, il serait souhaitable que la baisse de recettes liées à la baisse de souscriptions sur les points d'entrée ne soit pas compensée principalement par des hausses de tarifs sur les points de sortie (à hauteur de 66%). COPACEL propose que la baisse des recettes liées à la baisse des souscriptions en entrée soit directement répercutée sur les tarifs des points d'entrée.

Question 12 : Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

COPACEL, à l'instar de la CRE, est réservé par rapport à la proposition de transférer entre PIR, des capacités à prix préférentiels, ceci en raison de l'impact potentiel à la baisse des recettes du GRT. Ce mécanisme renchérirait les termes tarifs des autres capacités.

Question 16 : Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

COPACEL est favorable au maintien des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6.

Question 17 : Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

COPACEL est favorable à la baisse des coefficients mensuels de janvier et février comme proposé par GRTgaz et validé par la CRE.

COPACEL considère que cet aménagement apporte de la souplesse et permet aux sites industriels d'ajuster au mieux leur souscriptions par rapport aux profils de consommation, sans que cela n'impacte l'équilibre budgétaire des GRT.

COPACEL est également favorable à ce que cette évolution tarifaire soit également appliquée dans les tarifs de distribution.

Question 18 : Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

COPACEL est favorable à la suppression du 2eme seuil de pénalités pour dépassement de capacités.

COPACEL considère que la suppression du deuxième seuil est un signal positif pour les sites industriels ayant développé l'usage de la biomasse et utilisant le gaz comme secours. Ces sites industriels étaient particulièrement pénalisés en cas de dépassement causé par un incident majeur non prévu.

COPACEL souhaiterait que les évolutions tarifaires des GRT prennent mieux en compte le développement de l'usage de la biomasse sur les sites industriels. Il faudrait pour cela proposer des services de souscriptions de capacités encore plus souples pour ces consommateurs industriels ayant engagé une transition énergétique.

Question 19 : Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

COPACEL est favorable à un mécanisme de redistribution des pénalités qui soit le plus transparent et le plus équitable pour les consommateurs de gaz. Par conséquent, COPACEL souhaite que les pénalités de dépassement de capacités continuent à être reversées aux consommateurs finaux via une baisse de tarifs des capacités avals uniquement.

Question 20 : Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ?

COPACEL est favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court. COPACEL propose que cette suppression soit un préalable à la mise en œuvre de l'interruptibilité secondaire prévue pour les sites raccordés au transport :

- L'interruptibilité à préavis court n'a jamais été mise en œuvre par le passé et a peu de chance d'être activée par le GRT ;
- Deux dispositifs d'interruptibilité ne peuvent coexister avec des fonctionnements distincts pour les centrales à cycles combinés gaz et les autres consommateurs de gaz.

Question 21 : Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

COPACEL considère normal d'appliquer un principe d'équité nationale c'est-à-dire de supprimer le terme de proximité.

Question 22 : Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

COPACEL est favorable au maintien de la remise raccordement qui permet de favoriser l'usage du gaz chez de nouveaux consommateurs et qui permet de générer de nouvelles recettes pour les GRT.

Question 23 : considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transports n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

En réponse à cette question, COPACEL considère que le besoin de stockage de gaz naturel est avant tout justifié par la sécurité d'approvisionnement des consommateurs protégés ayant un profil de consommation thermosensible. L'élargissement de l'assiette du terme tarifaire de stockage que ce soit avec ou sans la mise en œuvre d'un dispositif d'exonération ne nous semble pas justifié. La compensation stockage (i) est préjudiciable à la compétitivité des sites papetiers (ii) est contraire aux objectifs de transition écologique mis en avant par la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE).

1/ La compensation stockage représente un surcoût préjudiciable à la compétitivité des sites papetiers

Le projet d'élargissement de l'assiette de collecte de la compensation stockage aux sites raccordés au transport concernerait une quarantaine de sites papetiers raccordés aux réseaux GRTgaz et Terega. Le terme tarifaire de stockage utilisé pour la collecte de la compensation stockage, estimé par la CRE à 180 €/an par MWh / j, serait facturé à chaque site en fonction de la différence entre la capacité de transport souscrite et la consommation moyenne annuelle.

Sur la base du scénario élaboré par la CRE dans cette consultation, **la compensation stockage représenterait un surcoût d'environ 8 millions d'euros pour l'ensemble des sites papetiers considérés comme non interruptibles.**

Ce surcoût considérable est d'autant plus injustifié que, pour les sites papetiers, la différence entre la capacité souscrite et la consommation annuelle n'est pas justifiée par un caractère thermosensible et ne nécessite pas un recours aux stockages pour l'approvisionnement en gaz.

2/ La compensation stockage est préjudiciable aux sites papetiers ayant engagé ou souhaitant engager une transition écologique (production de chaleur renouvelable) et aux sites ayant une installation de cogénération

Dans le cadre de cette réforme portant sur les stockages de gaz, les sites papetiers qui produisent de la chaleur à partir d'énergies renouvelables pourraient être considérés comme fortement modulés et donc fortement pénalisés. Ces sites papetiers qui ont investi dans une installation de production de chaleur renouvelable, utilisent **le gaz naturel comme énergie de secours** et souscrivent des capacités de transport supérieures à la consommation moyenne de gaz. Ces sites se trouveraient donc exposés à des coûts de compensations stockage élevés alors que les consommations en gaz ne sont absolument pas climatiques.

La compensation stockage serait ainsi un frein au développement de la production de chaleur renouvelable sur les sites papetiers, ce qui est en contradiction avec les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Par ailleurs, il serait également souhaitable que cette réforme ne dégrade pas la compétitivité des installations de cogénérations de gaz à haut rendement. En effet, ces installations, performantes d'un point de vue énergétique, jouent un rôle essentiel pour la sécurité d'approvisionnement en électricité, en particulier pour la gestion de la pointe de la consommation électrique hivernale.

3/ Le stockage de gaz naturel est nécessaire à la sécurité d'approvisionnement des sites consommateurs protégés, raccordés à la distribution.

Les opérations de stockage de gaz naturel sont liées à **la sécurité d'approvisionnement des sites consommateurs protégés**, raccordés au réseau de distribution.

COPACEL souhaite rappeler que les sites raccordés au réseau de transports ont majoritairement une consommation de gaz stable peu thermosensible qui ne nécessite pas de stocker le gaz naturel.

Par ailleurs, les sites raccordés au réseau de transport ne sont pas « protégés » et peuvent être délestés en premier, en cas de crise d'approvisionnement de gaz dans le cadre d'un Plan Urgence Gaz (PUG). Cette différence de traitement entre les sites protégés raccordés à la distribution et les sites raccordés au transport doit se retrouver dans les modalités de collecte de la compensation stockage.

COPACEL estime que l'assiette actuelle du terme tarifaire de stockage doit être maintenue : la compensation stockage doit être supportée par les consommateurs protégés raccordés au réseau de distribution.

4/ Les dispositions d'exonération avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité doivent être cohérentes avec les règles du Plan d'Urgence Gaz.

COPACEL n'est pas favorable à la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage dans le cadre de cette réforme.

Les critères d'«interruptibilité » proposés par le CRE pour les sites raccordés au réseau de transport et permettant de bénéficier d'une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ne nous semblent pas suffisamment précis à ce jour, et doivent être mise en cohérence avec les règles européennes en cas de déclenchement d'un PUG.

Question 24 : Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

COPACEL est favorable à la mise en place d'un signal économique aux producteurs de biométhane. Un soutien de la production de biométhane sur les sites industriels déjà raccordés permettrait d'augmenter la taille de ces stations de production tout en réduisant les coûts de production de biométhane par comparaison à des petits projets de biométhane isolés. Cette approche permettrait de répondre aux objectifs de réduction des coûts de production définis dans la programmation pluriannuelle de l'énergie.

COPACEL (Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses) est un syndicat professionnel qui représente les entreprises françaises productrices de pâtes, papiers et cartons. COPACEL rassemble 75 entreprises, employant plus de 14 000 personnes, et totalisant un chiffre d'affaires de près de 6,5 milliards d'euros.

Contact : Olivier Riu, olivier.riu@copacel.fr, 01 53 89 24 53
